



## États-Unis: Une loi d'annihilation de la Palestine

Par [CAPJPO-EuroPalestine](#)

Mondialisation.ca, 08 mai 2006

[Euro Palestine](#) 8 mai 2006

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Crimes contre l'humanité](#), [Droits humains et État policier](#)

Analyses: [LA PALESTINE](#)

Des centaines d'associations anti-guerre américaines appellent à la mobilisation contre le vote, par la Chambre des Représentants, d'une nouvelle loi dépassant tout ce qui avait été réalisé jusqu'à présent en matière d'étranglement du peuple palestinien.

Il ne faut cependant pas se faire d'illusions excessives, dans la période actuelle, sur les chances d'amadouer un tant soit peu les parlementaires américains, plus radicaux encore que l'extrême-droite israélienne dans leurs dispositions à éliminer le peuple palestinien et ce qui lui reste d'institutions.

Comme le faisait récemment observer le militant anti-colonialiste Uri Avnery, si d'aventure le lobby pro-Israël demandait aux députés et sénateurs U.S. d'abolir les Dix Commandements divins, plus de 95% d'entre eux le feraient sans rechigner !

La « Loi contre le terrorisme palestinien » (proposition de loi HR4681), sur laquelle la Chambre des Représentants se prononcera mardi, fait suite à une série de dispositions anti-palestiniennes déjà existantes, qui interdisent entre autres toute assistance directe à l'Autorité Palestinienne (ce qui explique, notamment que Washington vienne de dire non aux montages -passablement hypocrites, certes-, imaginés par des pays de l'Union européenne, qui veulent pouvoir faire parvenir quelques miettes à Mahmoud Abbas tout en boycottant l'administration et le gouvernement palestiniens). Parmi les mesures additionnelles, figurent notamment :

✘ la fermeture du bureau de représentation de l'OLP à Washington, le refus d'octroi de visas à tout membre de l'Autorité Palestinienne, une limitation des déplacements de la délégation palestinienne aux Nations-Unies (comme on le sait, les Nations-Unies, organisme censé jouir d'une extra-territorialité, ont leur siège à New-York, et il faut bien passer par le territoire américain pour y accéder !)

✘ des restrictions sans précédent à l'aide humanitaire, que celle-ci soit d'origine publique (par le biais de l'agence USAID) ou par des ONG « agréées » : en substance, la nouvelle loi classe ce type d'aides dans la même catégorie que l'aide à l'Autorité Palestinienne, qui est désormais interdite comme on l'a vu plus haut. Pourtant, l'aide à la Palestine est non seulement une nécessité vitale, au regard de la destruction économique de ce pays causée par Israël, mais c'est aussi une nécessité morale, écrivent les associations protestataires, quand on connaît le soutien matériel colossal fourni par les Etats-Unis à Israël (plus de 3 milliards de dollars par an d'aide militaire et économique)

✘ Aux termes de la nouvelle loi, les territoires palestiniens seraient qualifiés de « sanctuaire terroriste ». Cette appellation, créée par une loi de 2004, déclenche aussitôt des restrictions aux exportations de produits américains vers les territoires palestiniens, et

rend ipso facto caduc l'accord de libre-échange existant entre les Etats-Unis, la bande de Gaza et la Cisjordanie.

✘ Réduction de la cotisation américaine au fonctionnement des Nations-Unies : les Etats-Unis déduiraient de leur cotisation le pourcentage correspondant aux sommes engagées par les Nations-Unies pour l'aide aux Palestiniens (Réfugiés, Développement, Droits de l'Homme, etc.)

✘ Etranglement financier complet : la loi contient, enfin, une disposition faisant obligation aux Etats-Unis de s'opposer, avec leur droit de veto, au financement, par la Banque Mondiale, de projets de reconstruction dans la bande de Gaza, saccagée par 38 ans d'occupation israélienne (dont la destruction de 12.000 habitations). Le patron de la Banque Mondiale étant l'Américain Paul Wolfowitz, l'un des plus fanatiques soutiens d'Israël quand il était encore dans le gouvernement Bush, la cause semble être entendue. Les associations protestataires comprennent notamment La Commission Arabe Américaine contre les Discriminations, Pax Christi, la Campagne Américaine pour la Fin de l'Occupation Israélienne, la Voix Juive pour la Paix, ou encore l'Alliance d'Aide aux Enfants du Proche-Orient.

La source originale de cet article est [Euro Palestine](#)  
Copyright © [CAPJPO-EuroPalestine](#), [Euro Palestine](#), 2006

---

Articles Par : [CAPJPO-EuroPalestine](#)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)